

## Informations de base

2018/0409(NLE)

NLE - Procédures non législatives

Accord sur le statut UE/Serbie: actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la Serbie

### Subject

7.10.04 Franchissement et contrôles aux frontières extérieures, visas

### Zone géographique

Serbie, à partir de 06/2006

Procédure terminée

## Acteurs principaux

Parlement européen

### Commission au fond

**LIBE** Libertés civiles, justice et affaires intérieures

### Rapporteur(e)

VOLLATH Bettina (S&D)

### Date de nomination

04/09/2019

### Rapporteur(e) fictif/fictive

METSOLA Roberta (EPP)

ŠIMEČKA Michal (Renew)

FRANZ Romeo (Greens /EFA)

BRUDZIŃSKI Joachim Stanisław (ECR)

REGO Sira (GUE/NGL)

### Commission au fond précédente

**LIBE** Libertés civiles, justice et affaires intérieures

### Rapporteur(e) précédent(e)

### Date de nomination

### Commission pour avis

**AFET** Affaires étrangères

### Rapporteur(e) pour avis

La commission a décidé de ne pas donner d'avis.





### Date de nomination

### Commission pour avis précédente

### Rapporteur(e) pour avis précédent(e)

### Date de nomination

|                               |                                   |                       |  |
|-------------------------------|-----------------------------------|-----------------------|--|
|                               | <b>AFET</b> Affaires étrangères   |                       |  |
| Conseil de l'Union européenne |                                   |                       |  |
| Commission européenne         | <b>DG de la Commission</b>        | <b>Commissaire</b>    |  |
|                               | Migration et affaires intérieures | AVRAMOPOULOS Dimitris |  |

| Evénements clés |  |  |        |
|-----------------|--|--|--------|
| Date            | Evénement  | Référence  | Résumé |
| 07/12/2018      | Document préparatoire  | COM(2018)0797<br> | Résumé |
| 15/01/2019      | Publication de la proposition législative                              | 15581/2018   |        |
| 28/11/2019      | Annonce en plénière de la saisine de la commission                     |  |        |
| 28/01/2020      | Vote en commission   |  |        |
| 29/01/2020      | Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique         | A9-0019/2020   |        |
| 13/05/2020      | Décision du Parlement  | T9-0058/2020   | Résumé |
| 13/05/2020      | Résultat du vote au parlement  |                  |        |
| 14/05/2020      | Résultat du vote au parlement  |                 |        |
| 15/05/2020      | Résultat du vote au parlement  |                 |        |
| 26/05/2020      | Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement |  |        |
| 25/06/2020      | Publication de l'acte final au Journal officiel                        |  |        |

| Informations techniques          |   |
|----------------------------------|---|
| <b>Référence de la procédure</b> | 2018/0409(NLE)  |
| <b>Type de procédure</b>         | NLE - Procédures non législatives   |
| <b>Sous-type de procédure</b>    | Approbation du Parlement  |
| <b>Base juridique</b>            | Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 218-p6a<br>Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 077-p2<br>Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 079-p2 |
| <b>État de la procédure</b>      | Procédure terminée  |
| <b>Dossier de la commission</b>  | LIBE/9/00403  |



| Portail de documentation  |  |  |  |
|---------------------------|--|--|--|
| <b>Parlement Européen</b> |  |  |  |
|                           |  |  |  |

| Type de document   | Commission | Référence                    | Date       | Résumé                 |
|--|------------|------------------------------|------------|------------------------|
| Projet de rapport de la commission                           |            | <a href="#">PE643.171</a>    | 13/12/2019 |                        |
| Amendements déposés en commission                            |            | <a href="#">PE646.877</a>    | 22/01/2020 |                        |
| Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique |            | <a href="#">A9-0019/2020</a> | 29/01/2020 |                        |
| Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique       |            | <a href="#">T9-0058/2020</a> | 13/05/2020 | <a href="#">Résumé</a> |

#### Conseil de l'Union

| Type de document               | Référence                  | Date       | Résumé |
|--------------------------------|----------------------------|------------|--------|
| Document de base législatif    | <a href="#">15581/2018</a> | 15/01/2019 |        |
| Document annexé à la procédure | <a href="#">15579/2018</a> | 21/01/2019 |        |

#### Commission Européenne

| Type de document               | Référence  | Date       | Résumé                 |
|--------------------------------|--|------------|------------------------|
| Document préparatoire          | <a href="#">COM(2018)0797</a><br> | 07/12/2018 | <a href="#">Résumé</a> |
| Document annexé à la procédure | <a href="#">COM(2018)0799</a><br> | 07/12/2018 |                        |

#### Informations complémentaires

| Source                | Document                | Date |
|-----------------------|-------------------------|------|
| Commission européenne | <a href="#">EUR-Lex</a> |      |

#### Acte final

[Décision 2020/0865](#)  
JO L 202 25.06.2020, p. 0001

## Accord sur le statut UE/Serbie: actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la Serbie

2018/0409(NLE) - 07/12/2018 - Document préparatoire

OBJECTIF: approuver la conclusion de l'accord sur le statut entre l'Union européenne et la République de Serbie en ce qui concerne les actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la République de Serbie.

ACTE PROPOSÉ: Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN: le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE: conformément au [règlement \(UE\) 2016/1624](#), dans les cas où il est envisagé de déployer des équipes du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes dans un pays tiers dans le cadre d'actions où les membres des équipes exercent des pouvoirs d'exécution, ou lorsque d'autres actions dans des pays tiers le requièrent, un accord sur le statut est conclu entre l'Union et le pays tiers concerné.

Les négociations relatives à un accord sur le statut en ce qui concerne les actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la Serbie ont été lancées le 7 avril 2017 et un deuxième cycle de négociations s'est tenu le 11 mai 2017. Un accord a été obtenu le 3 août 2018.

Grâce à cet accord sur le statut, les équipes du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes pourront être rapidement déployées sur le territoire de la Serbie, réagir au déplacement actuel des flux migratoires vers l'itinéraire côtier et fournir une assistance en matière de gestion des frontières extérieures et de lutte contre le trafic de migrants en situation irrégulière.

**CONTENU:** la Commission propose que le Conseil décide d'approuver, au nom de l'Union, la conclusion de **l'accord sur le statut entre l'Union européenne et la Serbie** en ce qui concerne les actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la Serbie.

**Champ d'application:** en vertu de l'accord, **l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes** pourra déployer des équipes du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes investies de pouvoirs d'exécution sur le territoire de la Serbie pour mener des opérations conjointes et des interventions rapides aux frontières.

Les équipes de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes seront aussi autorisées, pendant une opération de retour spécifique, à aider la Serbie à identifier les personnes devant être réadmissées sur son territoire, conformément à l'accord de réadmission entre la CE et la Serbie.

Les équipes pourront être déployées sur le territoire de la Serbie uniquement dans les régions limitrophes des frontières extérieures de l'UE, et les membres de l'équipe exerceront des pouvoirs d'exécution dans les zones de la Serbie définies dans le plan opérationnel.

**Actions et plans opérationnels:** concrètement, l'Agence pourra proposer l'initiative de lancer une action. Les autorités compétentes de la Serbie pourront également demander à l'Agence d'envisager de lancer une action. Pour entreprendre une action, le consentement des autorités compétentes de la Serbie et de l'Agence sera requis. Avant chaque opération conjointe ou chaque intervention rapide aux frontières, un plan opérationnel devra être convenu entre l'Agence et la Serbie. Le plan présentera en détail les aspects organisationnels et procéduraux de l'opération conjointe ou de l'intervention rapide aux frontières.

L'accord contient également des dispositions sur :

- les missions et compétences des membres de l'équipe;
- la suspension et cessation de l'action;
- les privilèges et immunités des membres de l'équipe;
- le document d'accréditation permettant aux membres de l'équipe d'être identifiés par les autorités de Serbie et de prouver qu'ils sont habilités à accomplir les missions assignées;
- le respect par les membres de l'équipe des libertés et droits fondamentaux, y compris en ce qui concerne l'accès aux procédures d'asile, la dignité humaine, l'interdiction de la torture et des traitements inhumains ou dégradants, le droit à la liberté, le principe de non-refoulement et l'interdiction des expulsions collectives, les droits de l'enfant et le droit au respect de la vie privée et familiale;
- le traitement des données à caractère personnel par les membres de l'équipe et par les autorités de la Serbie.

**INCIDENCE BUDGÉTAIRE:** l'accord sur le statut n'a pas en soi d'incidence budgétaire, mais le déploiement effectif d'équipes des garde-frontières sur la base d'un plan opérationnel et de la convention de subvention afférente occasionnera des coûts à la charge du budget de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes. Les opérations futures menées dans le cadre de l'accord sur le statut seront financées au moyen des ressources propres de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes.

## Accord sur le statut UE/Serbie: actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la Serbie

2018/0409(NLE) - 13/05/2020 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 569 voix pour, 109 contre et 13 abstentions, une résolution législative sur le projet de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord sur le statut entre l'Union européenne et la République de Serbie en ce qui concerne les actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la République de Serbie.

Suivant la recommandation de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, le Parlement européen a donné son approbation à la conclusion de l'accord.

La proposition de décision du Conseil vise à approuver l'accord sur le statut entre l'Union européenne et la Serbie en ce qui concerne les actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la Serbie, telles que prévues par le [règlement \(UE\) 2016/1624](#) relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes.

Le règlement (UE) 2016/1624 prévoit différentes possibilités de coopération entre l'Agence et des pays tiers. Le principe d'un accord sur le statut est d'établir un cadre juridiquement contraignant pour les opérations de l'Agence lorsque celle-ci déploie des équipes dont les membres exercent des pouvoirs d'exécution sur le territoire d'un pays tiers.

L'accord sur le statut a pour objectif d'établir un cadre juridiquement contraignant qui devrait indiquer l'étendue de l'opération, les règles en matière de responsabilité civile et pénale, ainsi que les tâches et les compétences des membres des équipes déployés. Les accords sur le statut devraient également garantir le plein respect des droits fondamentaux et instituer des mécanismes de traitement des plaintes qui puissent être utilisés en cas de violation des droits fondamentaux au cours des opérations.

L'accord sur le statut avec la Serbie fait partie d'un certain nombre d'accords similaires conclus avec les pays des Balkans occidentaux. Il permettrait des opérations conjointes, des interventions rapides aux frontières et/ou des opérations de retour sur le territoire de la Serbie avec la participation de l'Agence. Les opérations de retour concerneraient uniquement les ressortissants de pays tiers renvoyés de l'Union vers la Serbie.